



**Communauté de communes
Armagnac Adour**
Route d'Aquitaine - 32400 RISCLE

N°2018/211

**Arrêté prescrivant l'enquête publique sur le projet d'élaboration
de la carte communale de la commune de CAHUZAC SUR ADOUR**

Le Président,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 163-5 et R 163-4 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L 123-1 à L 123-18 ;

Vu l'ordonnance en date du 12 novembre 2018 de Mr le Président du tribunal administratif de PAU désignant Mr Christian MARRAST en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'élaboration de la carte communale de la commune de Cahuzac sur Adour pour une durée de 32 jours du mardi 22 janvier 2019 9h30 au vendredi 22 février 2019 12h30.

ARTICLE 2 : la carte communale a pour objet de définir les zones constructibles et les zones non constructibles sur le territoire de la commune, ainsi que les modalités d'application du règlement national d'urbanisme.

Le projet de carte soumis à enquête publique prévoit :

- 1, 86 ha de zones constructibles
- 628 ha de zones à vocation agricole ou naturelle

ARTICLE 3 : Mr Michel PETIT, le Président de l'EPCI, est la personne responsable du projet pour la commune, auprès de qui des informations peuvent être demandées.

A l'issue de l'enquête publique, la carte communale éventuellement modifiée pour tenir compte des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, pourra être approuvée par délibération de l'assemblée délibérante de l'EPCI et par arrêté préfectoral.

ARTICLE 4 : Mr le Président du Tribunal administratif a désigné :

- Comme commissaire enquêteur : Mr Christian MARRAST exerçant la profession d'Inspecteur des douanes à la retraite.

ARTICLE 5 :

Le dossier du projet d'élaboration de la carte communale, accompagné des avis requis par la réglementation et d'autres pièces annexes, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la Mairie de Cahuzac sur Adour pendant 32 jours consécutifs du mardi 22 janvier 2019 9h30 au vendredi 22 février 2019 12h30.

Pendant cette période, il sera consultable aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Cahuzac sur Adour le mardi de 8h30 à 12h00 et le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 16h00 à 19h00.

Le dossier de projet de carte communale, accompagné des avis des personnes publiques associées ou consultées et des autres pièces annexes, sera aussi consultable sur le site internet suivant : www.armagnacadour.fr rubrique documents d'urbanisme.

Un ordinateur est mis à disposition du public pour consulter ce dossier dématérialisé. Cet ordinateur est disponible à la Mairie de Cahuzac sur Adour aux horaires d'ouverture et pendant la période indiquée ci-dessus.

ARTICLE 6 : Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations et propositions sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit à l'adresse suivante : communauté de communes Armagnac Adour, Route d'Aquitaine, 32 400 RISCLE ou les communiquer par courrier électronique à l'adresse suivante : caa@armagnacadour.fr

Ces observations et propositions doivent être transmises pendant la période de l'enquête publique, la date de réception faisant foi. Elles seront disponibles sur le site internet suivant www.armagnacadour.fr dès que possible, suite à leur transmission au siège de l'enquête.

ARTICLE 7 : Le commissaire enquêteur recevra à la Mairie de Cahuzac sur Adour les :

- Mardi 22 janvier 2019 de 9h30 à 12h30
- Mardi 29 janvier 2019 de 9h30 à 12h30
- Samedi 9 février 2019 de 14h00 à 17h00
- Vendredi 22 février 2019 de 9h30 à 12h30

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'un mois pour transmettre à l'EPCI le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

ARTICLE 9 : Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet du département du Gers et au Président du Tribunal administratif.

Le public pourra consulter ce rapport et les conclusions à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur l'adresse internet suivante : www.armagnacadour.fr, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 10 : un avis au public faisant connaître le déroulement de l'enquête sera publié par voie dématérialisée sur site internet suivant : www.armagnacadour.fr quinze jours au moins avant le début de celle-ci, et pendant la durée de celle-ci. Cet avis sera affiché pendant la même période dans différents lieux de la commune et en mairie et publié par tout autre procédé en usage dans la commune.

Cet avis sera aussi publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux diffusés dans le département. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion, et au cours de l'enquête pour la deuxième insertion.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire.

Fait à Riscle le 21 décembre 2018

Le Président
Michel PETIT

